



Syndicat National **FO** des Finances Publiques

SECTION DE LA MOSELLE

COMPTE RENDU DE L'AUDIENCE INTERSYNDICALE A LA DELEGATION INTERREGIONALE DU 17/05/2019

Dans le prolongement des actions menées depuis janvier 2019, l'intersyndicale de la Moselle FO -SFP-CGT-CFDT a sollicité une entrevue à M TOUZET, délégué interrégional Est

GEOGRAPHIE REVISITEE

Le délégué a rappelé les objectifs affichés de la géographie revisitée :

plan pluriannuel de réduction des effectifs et de concentration des services avec une taille maximale de 50 agents (ETP) avec des points d'accueil sous différentes formules en vue de délivrer un meilleur service aux usagers.

Il ne peut communiquer aucune information sur les cartes départementales en cours de validation par le ministre ni sur un calendrier.

Après les gilets jaunes et le grand débat, nous sommes actuellement en période de réserve « électorale ». Par ailleurs des annonces se télescopent puisque le Président de la République a fait une annonce sur les lieux d'accueil des maisons « France -Services » à la place de nos anciennes trésoreries, installées dans le périmètre du canton, changeant de facto les simulations précédemment établies à partir des EPCI.

Le télétravail constitue également une réponse à ces changements.

Il convient également de différencier géographie revisitée des points d'accueils de proximité. Des annonces récentes sur la délocalisation de certains services parisiens en Province répondent aussi à cette géographie revisitée qui permettra d'ouvrir certains départements.

Les SYNDICATS ont dénoncé le caractère anxiogène de cette situation et de ces longues périodes d'incertitudes quant au devenir des implantations et des missions.

Les agents veulent se projeter et anticiper, mais il ne leur est pas possible de faire des demandes de mutations et ou fiches de vœux en local, sans compter que les règles de gestion en matière de mutation changent au 01/09/2020 avec l'affectation au département. Enfin, le département peut être déficitaire en termes d'effectifs et pour autant il n'est pas ouvert aux mouvements de mutation....

Les syndicats ont condamné la méthode employée dans la mesure où la concertation n'est prévue que lorsque le ministre a validé les nouvelles cartes de géographie revisitée par les Directeurs départementaux.

Dès lors, la concertation étant postérieure au projet, elle ne pourra déboucher au mieux que sur des modifications mineures. De même, les organisations syndicales ont évoqué les changements structurels avec des front-offices et back offices, l'industrialisation des métiers et le manque d'intérêt de ces derniers générant une perte de sens mais aussi de valeurs.

C'est un système « perdants-perdants ».

En conclusion, pas de date pour entamer la concertation, pas de cartographie et pas de chiffre sur les suppressions d'emplois.

CONTROLE FISCAL

FO a demandé au délégué de changer de prisme et plutôt que de parler de coûts budgétaires et réductions d'effectifs ne faudrait-il pas parler de rentrées budgétaires et de renforcement des moyens humains en vue de lutter efficacement contre la fraude fiscale et la délinquance financière, mission régaliennne par essence.

De même, FO a rappelé que Data mining avait ses limites et qu' à un certain moment, l'intervention humaine devait suppléer les insuffisances d'un algorithme dépourvu de bon sens.

Enfin FO a cité la note d'orientation du contrôle fiscal du 14/11/2018 qui fixait au titre des indicateurs indispensables à la conduite de la mission que le nombre d'opérations réalisées en 2019 par l'inter-région soit le même qu'en 2018.

Or, c'était faire fi des événements affectant les services (décès, maladie, départs à la retraite, modification du temps de travail) et faire porter sur le collectif les objectifs assignés d'autant plus que les services programmeurs (PDCE et BCR) étaient en sous-effectif chronique et ne pouvaient alimenter les brigades en affaires ciblées.

Enfin, FO a attiré l'attention du Délégué interrégional sur la restitution chiffrée de l'Observatoire interne qui est alarmante : 69 % pensent que le changement est trop rapide 59 % travailler dans l'urgence, la quantité de stress lié au travail est évalué à 6,8 sur 10.

A la sortie de cette audience, RIEN DE NEUF !!!!

